

**AVIS PUBLIC
DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDNAIRE**

(District Douville Nord – Notre-Dame)

**SECOND PROJET DE RÉSOLUTION
3425, RUE SICOTTE (LOTS 1 966 930 et 1 966 931)**

AVIS EST DONNÉ aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande d'approbation référendaire pour la zone concernée 2121-H-24 et pour les zones contiguës 2112-H-14, 2107-H-12, 2116-I-01, 2120-I-01, 2123-R-03 et 2111-R-02.

**1. OBJET DU PROJET ET DEMANDE D'APPROBATION
RÉFÉRENDNAIRE**

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 15 décembre 2025, concernant une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), le Conseil municipal a adopté le second projet de résolution numéro 25-754, visant à autoriser la délivrance d'un permis pour la construction d'un complexe résidentiel locatif de 5 étages totalisant 64 logements étudiants et comprenant 45 cases de stationnement intérieures dans la zone d'utilisation résidentielle 2121-H-24, ayant les caractéristiques suivantes :

- un maximum de 5 étages, alors que la Grille de spécification de cette zone impose un maximum de 3 étages;
- une hauteur maximale de 19 mètres, alors que celle prévue à la grille de spécification de cette zone est de 13 mètres;
- un ratio minimal de cases de stationnement de 0,8 case par logement, alors que l'article 19.9.2 du Règlement d'urbanisme numéro 350 impose un ratio minimum de 1,5 case par logement;
- une allée d'accès ayant une largeur minimale de 5,90 mètres, alors que l'article 19.8.1 du règlement d'urbanisme 350 exige une largeur minimale de 6,4 mètres ;

le tout, conformément à la demande soumise par la requérante en date du 5 septembre 2025, et ce, conditionnellement à ce que l'offre en espace de stationnement pour les vélos soit doublée:

Ce second projet de résolution peut faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin que la résolution soit soumise à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

2. RÉSOLUTION SOUMISE À UNE APPROBATION RÉFÉRENDNAIRE

Une demande relative à la résolution ayant pour objet la délivrance d'un permis de construction visant à autoriser la construction d'un complexe résidentiel locatif de 5 étages totalisant 64 logements et comprenant 45 cases de stationnement intérieures, peut provenir de la zone concernée

et de toute zone contiguë à celle-ci.

Une telle demande vise à ce que la résolution soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle la résolution s'applique, ainsi que de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la résolution.

3. TERRITOIRE VISÉ

La zone concernée 2121-H-24 et ses zones contiguës 2112-H-14, 2107-H-12, 2116-I-01, 2120-I-01, 2123-R-03 et 2111-R-02 sont situées dans le district Douville Nord - Notre-Dame. Le projet est situé dans le district Douville Nord - Notre-Dame, plus précisément dans le secteur délimité :

- au nord, par la voie ferrée;
- à l'est, par l'avenue des Vétérinaires;
- au sud, par la rivière Yamaska;
- à l'ouest, par l'avenue Boullé.

Le croquis des zones concernée et contiguës peut être consulté à l'hôtel de ville de Saint-Hyacinthe.

4. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la résolution concernée et la zone d'où elle provient ;
- être reçue au plus tard le **14 janvier 2026, avant 16 h 30**, à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

Par courrier ou en personne :
Service du greffe et de la gestion documentaire
Hôtel de ville de Saint-Hyacinthe
700, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5B2

Par courriel :
juridiques@st-hyacinthe.ca

Si la demande est transmise par courrier, elle doit obligatoirement être reçue à l'adresse mentionnée au plus tard le 14 janvier 2026, **(avant 16 h 30)** pour être considérée, et ce, indépendamment des délais postaux.

- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou, si leur nombre dans la zone n'excède pas 21, par au moins la majorité d'entre elles.

5. PERSONNE INTÉRESSÉE

Est une personne intéressée, toute personne qui n'a pas été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse et qui remplit les conditions suivantes en date du 15 décembre 2025 :

- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en tutelle;
- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande valide et, depuis au moins six (6) mois, au Québec;

OU

- être propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise dans une zone d'où peut provenir une demande.

Conditions supplémentaires aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux cooccupants d'un établissement d'entreprise :

- être, depuis le 15 décembre 2025, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants depuis le 15 décembre 2025, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale :

- elle doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, en date du 15 décembre 2025, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en tutelle et qui n'a pas été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande.

Elle prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'a pas été remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentante d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre, conformément à la loi.

6. ABSENCE DE DEMANDE

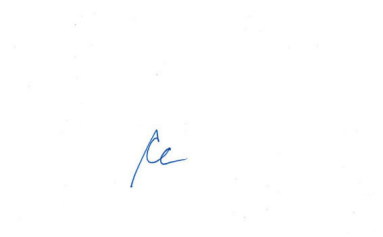
Ce second projet de résolution est susceptible d'approbation référendaire. En l'absence de demande valide, la résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

7. CONSULTATION DES DOCUMENTS PERTINENTS

Le présent avis, le second projet de résolution, ainsi que la présentation détaillée du projet peuvent être consultés au greffe de l'hôtel de ville, situé au 700, avenue de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Hyacinthe et sur le site Internet de la Ville.

Vous pouvez également obtenir des informations additionnelles en communiquant au 450-778-8300, poste 8317, ou à l'adresse suivante : juridiques@st-hyacinthe.ca

Fait à Saint-Hyacinthe, ce 6 janvier 2026.

A faint, circular stamp is visible in the background. Inside the circle, there is a handwritten signature in blue ink that appears to be 'Cc'.

Me Carole Cousineau
Greffière par intérim